

FAITS MARQUANTS 2012

Pays classé au 163^e rang sur 187 pour l'Indice de développement humain, l'Union des Comores accuse plusieurs fragilités. Certains indices mis en convergence entre 53 pays africains donnent une lecture particulière : il s'agit de l'indice de gouvernance de la Fondation Mo Ibrahim, de la croissance économique (CnuCED) et de Transparency International. Pour les Comores, le positionnement est : pour la gouvernance /Mo Ibrahim est de 47,9 sur; en matière de croissance moyenne annuelle du PIB des pays africains entre 2008-2011, (CnuCED), les Comores sont 47^e pays; et, 42^e pour Transparency avec un indice de corruption de 2,2. Avec ces trois indices cumulés, les Comores se retrouvent au 31^e rang sur 53 pays. Les Comores demeurent sur la liste des pays en situation de fragilité.

L'année 2012 a été marquée par une relative accalmie sur le front politique grâce notamment à une bonne entente entre le Président de l'Union et les Gouverneurs des îles et à des forces de l'opposition dans l'expectative. Ainsi, pour la première année depuis la mise en place des institutions de la Constitution de 2001, le pays n'a pas connu les conflits ouverts entre les chefs des exécutifs de l'Union et des îles qui ont déstabilisé le pays durant plus d'une dizaine d'années. Durant la période, les partis politiques de l'opposition se sont révélés plus constructifs et les syndicats se sont montrés plus enclins au compromis que d'habitude. Cette situation est en grande partie due au fait que l'essentiel de l'action du Gouvernement au cours de l'année était orienté et focalisé sur la réussite du programme conclu avec le FMI et la banque mondiale et qui devrait permettre au pays de bénéficier d'un allègement de sa dette.

Le Gouvernement a saisi cette opportunité pour engager les réformes convenues dans le cadre du programme avec les institutions de Bretton Woods. Le pays a donc validé les deux revues manquées en 2011 et réalisé les déclencheurs retenus pour le point d'achèvement l'IPTE. Il a ainsi été déclaré ayant atteint ce point d'achèvement en décembre 2012. La mise en oeuvre du programme s'est traduit notamment par une meilleure maîtrise des recettes publiques dont notamment les ressources générées par la citoyenneté économique qui ont permis à l'Etat de payer régulièrement les salaires de ses agents et d'investir dans les infrastructures économiques, surtout les routes. Un Accord multi-pays rassemblant les Comores, les Seychelles et la Tanzanie a été établi sur la délimitation des frontières maritimes dans l'Océan indien servant à la délimitation et démarcation des frontières et coopération transfrontalières. Toutefois, la situation économique est restée mitigée, notamment en matière de création d'emplois, le taux de croissance économique devrait atteindre 2,5 %, en légère hausse par rapport à 2011 (2,2%).

La population a continué à connaître des conditions de vie difficiles. Les difficultés d'approvisionnement en électricité et en eau se sont poursuivies. Le pays a enregistré d'importantes hausses des prix notamment pour les produits importés qui ont été renchérissés par le repli de l'euro par rapport au dollar, la hausse des prix des produits pétroliers effectuée en septembre 2011 et une forte demande intérieure soutenue par les concours extérieurs, les paiements réguliers des salaires des fonctionnaires et les dépenses d'investissement de l'Etat. Les prix des produits alimentaires ont connu une forte augmentation du fait des fortes intempéries qui ont frappé le pays au mois d'avril. Le taux d'inflation annuelle est projeté à 5% en 2012. Toutefois, l'année marquée par la fragilité tant au niveau du coût de la vie que de la question de l'environnement. Afin de tenter de limiter l'impact conjoncturel de la hausse des prix à la consommation, des Assises sur la Vie Chère ont été tenues relevant la nécessité de réformes en vue d'améliorer les revenus des ménages. Il y a eu un pas majeur en direction de la fabrication de documents d'état civil sécurisés contribuant à la bonne gouvernance et la lutte contre le détournement de deniers publics. Le gouvernement a procédé à la mise en place d'un fichier électoral biométrique.

L'année a été aussi marquée par la mise en place de nouvelles institutions destinées à améliorer la gouvernance. Ainsi les différentes chambres de la Cour suprême ont été mises en place remédiant ainsi notamment à l'absence d'une cour de cassation dans le pays. Une Commission nationale de prévention et de lutte contre la corruption a également institué ainsi qu'une Commission nationale des marchés publics et une Commission nationale des Droits de l'homme et des libertés ainsi que le Conseil national de la presse et de l'audiovisuel visant à professionnaliser la pratique du journalisme et définir des orientations afin de réguler/superviser les médias et le comportement professionnel. Malheureusement, ces nouvelles structures comportent peu ou pas du tout de femmes en leur sein.

Au cours de ces dernières années, les Comores font face à une multiplication des diverses formes d'exploitation dirigées à l'encontre des enfants et des femmes. Les enfants sont souvent l'objet de violence physique, de négligence, voire même de maltraitance. Les études réalisées notamment au niveau de la région de l'océan indien, révèlent un constat alarmant. Des nombreux sévices sont perpétrés à l'endroit des enfants tels que, les coups et blessures volontaires, les viols, les cas d'incestes, les détournements de mineurs, les infanticides et les cas d'enfants abandonnés dans des décharges publiques, faisant accroître par-là, le pourcentage des filles mères. Ces violences sont commises au sein de la famille, à domicile, dans les établissements scolaires, dans la rue, sur les lieux de travail. Les Comores manquent de structures d'accompagnement et d'appui psychologique et psychosocial des enfants victimes de violence et de leurs familles.

Les jeunes ont été à l'honneur avec une première édition du Salon de l'emploi visant les offreurs et demandeurs d'emploi avec la participation de près d'une quarantaine de stands d'instituts et écoles de formation professionnelle. Les jeunes ont aussi bénéficié de la tenue de la Conférence internationale sur la langue arabe aux Comores sous le thème de l'épanouissement et le développement de la langue et de la civilisation arabo-musulmane aux Comores et dans l'Océan indien : des coopérations interuniversitaires devraient voir le jour dans les suites de cette conférence. L'année a aussi été prolifique en événements culturels célébrant les arts nouveaux et contemporains comoriens avec le lancement, entre autres, de trois festivals nationaux

d'envergure: le premier festival des arts contemporains aux Comores, le premier festival du film comorien et le salon de la gastronomie comorienne.

Tous les plans de développement ont été relégués au second plan alors que le pays a subi des inondations en mars-avril qui ont causé une catastrophe dans xx villages créant l'état d'urgence pour une partie de l'île de la Grande Comore, la totalité des îles de Mohéli et d'Anjouan. Le gouvernement a lancé un appel international et les agences des Nations (UNICEF, UNFPA, OMS, PNUD) ont obtenu des financements de 2.5M US\$ (OCHA-CERF) pour apporter une réponse d'urgence aux populations sinistrées. Cette catastrophe a démontré les besoins de préparation nécessaires au sein de ministères concernés et la nécessité de travailler avec les populations pour renforcer la mise en place des plans de contingence au niveau national et local. Le pays est de plus en plus exposé aux catastrophes naturelles compte tenu du réchauffement climatique et doit mettre en place des mesures préventives et de réponse pour réduire l'impact de ces catastrophes et assurer la sécurité des populations. Les agences ont apporté un appui en matière d'eau et assainissement, renforcement des structures communautaires, approvisionnement en matériels d'urgence pour les centres de santé ainsi que la collecte de données sanitaires auprès des populations touchées. Au niveau bilatéral, une enveloppe de 6.5M US\$ a été déboursé par les bilatéraux et certaines ONG internationales pour appuyer la réponse aux inondations. Sous le leadership de la Direction Générale de la sécurité comorienne, des réunions bihebdomadaires ont permis de coordonner les actions. Le pays doit encore multiplier les efforts afin de mieux établir la prévention-préparation-réponse aux catastrophes et urgences : un travail colossal et incontournable pour toutes les îles.

La paix et sécurité dans le pays sont sur la voie de l'amélioration bénéficiant de l'atmosphère paisible consécutive aux élections qui se sont tenues en 2011. Les droits humains demeurent un défi particulièrement en ce qui concerne les sensibilités communautaires. Il y a aussi eu en fin d'année des affrontements à Ikoni, une ville à 5 kilomètres de la capitale. Des maisons, véhicules, commerces ont été incendiés et des personnes blessées. Le Ministre de l'Intérieur lui-même s'est impliqué dans la recherche de solutions à ce problème et un contrat social et communautaire a été signé par tous les villages impliqués afin de travailler à la promotion d'actions de sensibilisation pour le retour de la paix et de la stabilité sociale. Un second accord pour un code sur la gestion et la prévention des conflits doit être signé par les trois quartiers impliqués, en début de 2013

Summary on progress towards UNDAF outcomes

PROGRÈS DE RÉALISATION DES RÉSULTATS DU PROGRAMME UNIQUE/UNDAF

Marquées par les catastrophes des inondations, les agences aux Comores ont apporté des révisions nécessaires aux programmes initialement planifiés avec les secteurs. Toutefois, les travaux de réponses aux urgences seront intégrés dans les nouveaux plans de travail de 2013. Ceci représente une avancée essentielle dans la prise en compte de l'impact des changements climatiques dans toutes les programmations des agences avec les partenaires nationaux. Les clusters ont été actifs au cours de la mise en œuvre du CERF et l'ensemble des budgets ont été exécutés conformément aux engagements pris.

Les résultats de l'évaluation du Fonds de Consolidation de la Paix ont donné lieu à l'élaboration d'une deuxième phase de financement du 2M5 US\$ et couvre des projets sur la cohésion sociales, paix et éducation civique, sécurité et justice, renforcement des capacités. Un spécialiste en Paix et Développement a aussi accompagné le processus.

Les Comores bénéficient du Fonds EFW rattachés aux pays de l'initiative Unis dans l'action (DaO): en tant que pays volontaire, les Comores ont reçu au cours de 2012, un peu plus de 2M US\$ (2^e tranche en janvier 2012 et la 3^e tranche reçue en décembre 2012). Ce financement a permis de soutenir 7 projets en santé, éducation, collecte de données EDS-MICS, projets sur les urgences et sur gestion des déchets ainsi que la gestion du changement au niveau du BCR. Le Comité de pilotage Gvt-SNU a ciblé des composantes de programmes conduites par 5 agences opérant dans le pays. L'exécution financière du financement EFW et de DOCO a été optimale indiquant une utilisation à 100% des enveloppes attribuées au SNU Comores. Il en est ainsi pour le CERF. Prenant en compte que les Comores est un pays orphelins de l'aide, le gouvernement a initié certaines demandes auprès d'autres agences pour renforcer leur présence sur le terrain : s'agissant entre autre du PAM, de la FAO, et de UN Habitat

Les 22 et 23 octobre se sont tenues les journées de la retraite du Gvt/SNU sous le thème du verdissage du développement (greening development), Les chefs et représentants d'agences ont avancé sur les points suivants : le développement durable et écotourisme comme atouts pour le développement des Comores; la recherche et le renforcement de collaboration avec les institutions/universités travaillant sur les changements climatiques; optimisation des résultats du CERF pour intégration dans les plans sectoriels et collaboration étroite avec OCHA RO; élaboration d'un profil des partenaires de développement aux Comores; possibilité de créer un forum des Coordinateurs résidents de la région COI; et, assurer le partage des comptes rendus de réunions à l'ensemble des agences opérant aux Comores. La deuxième journée a été consacrée aux travaux entre les partenaires nationaux sectoriels et les agences. Les résultats des travaux sont la confirmation faite par le Commissariat Général au Plan d'une feuille de route à court et moyen terme mise à jour intégrant certaines actions de verdissage au processus d'évaluation à mi-parcours de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté, et au processus de planification du prochain cycle d'élaboration du programme quinquennal de développement national de l'Union des Comores (2015-2019); La diffusion d'un document guide d'intégration des changements climatiques et de gestion des risques naturels; la révision des plans sectoriels et du plan de contingence national en vue de mieux coordonner les appuis en cas de catastrophes et, l'intégration des analyses de risques et des recommandations d'études d'impact environnemental dans la prochaine programmation du pays.

La clôture de la retraite s'est effectuée en présence du Ministre de la Santé, du Ministre de l'Éducation et des représentants des Agences des Nations Unies par un discours du Secrétaire Général du Gouvernement. Par ce discours, le Secrétaire Général du Gouvernement traduit la volonté du Gouvernement à placer le pays dans une trajectoire de développement durable à tous les niveaux et à relever les défis qui se posent. Notamment, le Gouvernement de l'Union des Comores s'engage à l'institutionnalisation d'une structure multisectorielle de mise en œuvre du Manifeste d'Itsandra, dotée de pouvoirs et compétences exécutifs nécessaires et moyens financiers adéquats, et soutenue par les instances décisionnelles du Gouvernement dont

Summary on progress in UN Reform

PROGRÈS DE LA RÉFORME

Poursuivant les objectifs convenus dans le cadre de la participation à l'initiative « Unies dans l'action », notamment celui concernant un meilleur alignement sur le DSCR, la stratégie nationale de développement, l'UNDAF et le programme unique ont été revus et révisés en 2012 et prolongés jusqu'en 2014 qui est le terme du DSCR.

Au cours de l'année 2012, le Programme Unique a connu une mise en œuvre qui a été partiellement perturbée compte tenu des inondations catastrophiques que le pays a connues. Des évaluations rapides ont été réalisées avec l'UNDAC, BCR, MSF et Croissant Rouge et les agences (UNICEF, PAM, UNFPA, PNUD) ont appuyé dans leur domaine respectif le gouvernement avec un financement d'OCHA RO-CERF et autres financements. Ce travail s'est échelonné d'avril à décembre 2012. Les leçons apprises sont : l'importance de la mise à jour des plans de contingence afin de mieux appréhender les catastrophes naturelles tant au niveau national que communautaire; la nécessité d'un travail direct auprès des populations afin d'intégrer la dimension préparation et réponse aux urgences dans les plans de développement communautaire. De plus, il faut souligner le rôle du CERF comme élément fédérateur d'appui des agences face à aux catastrophes naturelles.

La retraite des agences avec le gouvernement, tenue en octobre, a servi à réaffirmer la volonté des deux parties prenantes vers une programmation plus intégrée au processus de planification nationale et avec l'ensemble des partenaires bi/multi latéraux. La participation de 4 agences non résidentes (sur 18 opérant dans le pays) démontre que la programmation aux Comores doit prendre un envol et procéder à une redéfinition de l'implication des ANR : de plus en plus, les agences ont des programmations régionales auxquelles se greffent les Comores et nécessitant une intégration et coordination systématique dans les programmes d'appui des agences auprès des différents secteurs gouvernementaux.

Le positionnement de l'initiative du Programme Unique doit servir de catalyseur des complémentarités entre agences afin de s'aligner sur le processus d'élaboration du nouveau document de Stratégie nationale de développement durable et de croissance pour 2015-2020. Le gouvernement comorien a initié le processus en 2012 en indiquant comme thématique prioritaire le développement durable et une croissance adaptée au sortir de l'IPTE, d'une dette allégée et des engagements à respecter en matière de gouvernance, économie et positionnement régional dans la zone de la COI, des pays de la Ligue arabe et de la SADC.

Les N-U aux Comores doivent aussi continuer à renforcer leurs appuis et alliances au niveau régional de l'Océan Indien, Afrique de l'Est et du Sud, les pays arabes ainsi qu'avec les pays émergents. Les Agences non résidentes opérant aux Comores ont réalisé plus de quinze missions, au cours du dernier trimestre 2012: ce qui représente une participation accrue au développement national et sectoriel. Sur le plan opérationnel, xx agences ont des chargés de projet et/ou coordonnateur de programme, points focaux. La Maison du SNU s'est enrichie de l'installation de l'SFI et du FMI et le, lancement des activités de l'OMI pour l'élaboration d'un profil migratoire aux Comores.

Key aspects of the proposed 2013 workplan

La proposition du Plan de travail 2013 met l'accent sur les aspects clés suivants :

- Nouveau document de Stratégie de développement national en Union des Comores
- UNDAF/UNDAP et nouveau cadre de partenariat
- Droits Humains et Genre, UPR – Revue périodique de l'ensemble des conventions signées par l'Union des Comores
- Suivi OCDE et OMD/ODD
- Services Communs

Recommandations

ASPECTS CLÉS PROPOSÉS DANS LE PLAN D'ACTION 2012

Les cinq résultats clés retenus pour 2012 sont : la coordination, les actions de préparation et réponse aux urgences, les avancées du Programme Unique, la sécurité et le HACT.

En début d'année, il y a eu passation des responsabilités de coordination entre Opia Kumah, Coordonnateur en poste depuis 2008 et Douglas Casson Coutts ayant pris fonction en mars 2012. Des engagements ont été pris avec le gouvernement en vue de travailler sur la mobilisation de fonds et ouvrir sur les potentialités d'écotourisme et développement durable aux Comores. Une Table Ronde sur les Comores et le commerce s'est tenue à Genève; une table ronde à Joburg a traité du Plan de Relèvement Précoce et une mission s'est rendue à Doha.

Suite aux inondations, les agences ont tout mis en œuvre pour apporter une réponse coordonnée aux urgences et obtenu un financement de OCHA RO de 2,5M US\$ mobilisant les agences sur place aux Comores. Une mission s'est rendue en Afrique du Sud afin de rencontrer les bailleurs de fonds pour les sensibiliser sur les besoins de financer un Plan de relèvement : les Comores sont de plus en plus vulnérables aux pluies cycloniques et catastrophes naturelles dues aux changements climatiques. Ces catastrophes naturelles remettent à l'avant-scène les besoins de plans de contingence revus et adaptés à partir des leçons apprises.

Les Services communs ont connu une adaptation afin de mieux cerner les besoins en matière de services communs et les liens administratifs avec l'OMT (Operation Management Team). La nouvelle équipe de la coordination (Strategic Planning Adv. & Spécialiste de. Coordination- ANR) participera aux travaux de OMT-services communs et faciliter les liens entre l'Équipe Pays et les ANR. Les agences résidentes ont réalisé des mini-évaluations HACT en 2011 et les résultats avaient été partagés avec les partenaires nationaux mais le suivi reste un défi et d'autres évaluations seront mises à l'agenda de l'OMT en 2013.

En matière de sécurité, le SNU aux Comores doit faire face à des besoins de surveillance soutenue afin d'assurer la circulation d'information sur différents accrochages dans les villages et quartiers. Le crash d'avion survenu a mobilisé l'appui des responsables de sécurité du SNU. Cette situation a obligé l'Équipe Pays à prendre des dispositions pour les vols entre les îles et soulève les besoins de prévoir un moyen de transport alternatif pour assurer les déplacements des personnels des agences mais aussi en réponse aux urgences potentielles d'éruptions volcaniques, tremblements de terre et tsunامي. Les personnels des agences restent vulnérables en l'absence de moyens disponibles pour faire face à ces diverses urgences.

RECOMMANDATIONS

-Développement durable comme thématique prioritaire du Gouvernement pour la nouvelle stratégie nationale de développement et accompagnement du SNU : le SNU devra relever le défi de la coordination des agences en vue d'optimiser les appuis pour l'élaboration du nouveau Plan national de développement et l'intégration des orientations et expertises spécifiques des agences sur le développement durable ainsi que les plans d'investissements de 2015 à 2019

-Planification avec le gouvernement, des travaux devant conduire l'Examen Périodique Universel sur les droits humains : en vue de mettre à jour les avancées de différents accords, conventions et traités signés par l'Union des Comores. De plus, des appuis en matière de genre et de suivi et évaluation devront s'inscrire à l'agenda de l'EPU et être intégrés dans les travaux d'élaboration du nouveau Plan national de développement aux Comores

-La participation des ANR dans le processus de planification du nouveau Plan de développement national : afin d'élargir le cadre de discussion du SNU sur le nouveau Plan de développement national 2015-2019, l'implication des agences non résidentes aux Comores est fondamentale d'autant que les ANR représentent la majorité des agences opérant aux Comores et que leur expertise technique fait la différence dans la conception et la mise en œuvre de certains programmes.

-Les collaborations régionales au sein des pays de l'Océan indien et des actions accrues avec le secteur privé : compte tenu des engagements pris par certains donateurs de soutenir les actions régionales multi-pays, il sera nécessaire de renforcer les réseaux d'échanges afin d'élargir le spectre de programmes d'appui aux Comores.

-Le renforcement de la stratégie de mobilisation de ressources SNU/Gvt : une stratégie conjointe multi-agences et gouvernement devra être mise en place afin de renforcer la coordination des actions entreprises par les agences en appui aux secteurs de développement nationaux.